Document generated on 06/06/2025 5:20 p.m.

Urban History Review
Revue d'histoire urbaine

Les préparatifs, le « party », le désarroi : « Les années 60, Montréal voit grand », Exposition au Centre Canadien d'Architecture, 20 octobre 2004 au 11 septembre 2005

François Dufaux

Volume 33, Number 2, Spring 2005

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1016390ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1016390ar

See table of contents

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)
1918-5138 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Dufaux, F. (2005). Review of [Les préparatifs, le « party », le désarroi : « Les années 60, Montréal voit grand », Exposition au Centre Canadien d'Architecture, 20 octobre 2004 au 11 septembre 2005]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, *33*(2), 67–68. https://doi.org/10.7202/1016390ar

All Rights Reserved © Urban History Review / Revue d'histoire urbaine, 2005

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Exhibit Review / Comptes rendus des expositions

Les préparatifs, le « party », le désarroi : « Les années 60, Montréal voit grand ».
Exposition au Centre Canadien d'Architecture
20 octobre 2004 au 11 septembre 2005

François Dufaux

Du plancher au plafond, deux photographies présentent, à l'entrée de l'exposition, le centre-ville de Montréal depuis le sommet du mont Royal. Sur celle de gauche, les années cinquante : quelques grands immeubles d'inspiration beaux-arts, des maisons en rangée de l'époque victorienne, au loin la plaine du Saint-Laurent. Sur la photo de droite, prise dix ans plus tard, les maisons ont été balayées, des tours modernes dominent le paysage, et la plaine se devine au-delà des nouvelles banlieues.

Le Centre canadien d'architecture (CCA) présente une exposition sur la modernisation de Montréal entre 1955 et 1967. Loin d'être tranquille, cette révolution urbaine et architecturale visait à réaffirmer le statut de la métropole du Canada et présenter l'image d'une société d'avant-garde, en particulier à l'occasion de l'exposition universelle de 1967. Le remarquable travail documentaire accompli dans le cadre de cette exposition met au jour des documents inédits, exhibés dans les grandes salles du CCA : sur la planification d'une métropole, les grandes infrastructures de transport, les institutions publiques, le nouveau centre-ville, les grands projets privés et l'exposition universelle de 1967.

Un premier constat : le Montréal que nous connaissons résulte largement de cette massive et très rapide transformation. De même, il s'avère que les décisions adoptées au cours de cette période encadrent depuis le développement de cette ville. Le projet actuel d'une autoroute sur la rue Notre-Dame dans Hochelaga-Maisonneuve y trouve sa logique historique. La présence de vastes terrains vacants autour du centre-ville s'explique par l'étonnante spéculation démographique, annoncée par Montréal Horizon 2000, qui entrevoyait que la population atteindrait huit millions d'habitants au début du millénaire. Enfin la Place Ville-Marie demeure la première place d'affaires, toujours active après plus de 40 ans, une qualité rare dans un marché immobilier dynamique et volatile.

Trois principales observations découlent de cette exposition : le rôle joué par la planification urbaine, l'importance du consensus entre les intérêts privés et publics, la fin abrupte de ce « party » immobilier qui va laisser Montréal assommée pendant quelques décennies.

À la fin des années 80, le maire de Montréal, Jean Doré, fit adopter un plan d'urbanisme, alors présenté comme le premier plan d'aménagement de cette ville. Une telle affirmation correspond à ce que j'avais moi-même appris à l'université ou chez Jean-Claude Marsan. Or, l'exposition du CCA démontre que Montréal a connu, à partir des années 40, un formidable effort de planification au niveau urbain et régional. L'exposition contredit ainsi l'impression répandue, voulant qu'il ait existé un certain laissez-faire à Montréal par contraste avec Toronto, caractérisée par la présence d'un urbanisme volontaire et professionnel. Quelques documents illustrent brièvement cette réflexion survenue sur le développement de l'agglomération montréalaise, inspirée par les modèles concentriques américains, les doigts de Copenhague ou les suggestions pittoresques du plan d'Abercrombie pour Londres après la guerre. On s'étonne de trouver, ainsi ordonnées, autant de données sociales, économiques et physiques destinées à dresser un portrait précis du Montréal de 1960. Depuis, tant de choses ont disparu et aucun bilan n'a encore été dressé sur les résultats de cette révolution urbaine.

L'exposition suggère aussi que si l'initiative de cette planification revient à la ville de Montréal, son financement relevait toutefois du secteur privé et des gouvernements supérieurs, en particulier fédéral. Les entrevues avec des acteurs de l'époque éclairent admirablement les enjeux d'hier et leurs réserves aujourd'hui. Cette liquidation de la ville traditionnelle au profit d'une idée de la métropole moderne s'explique par l'existence d'un consensus résultant de multiples appuis : des secteurs publics et privés réunis; des ambitions des milieux des affaires comme de la culture; des aspirations des communautés anglophone et francophone et des nouveaux immigrants. Deux idées ont alimenté ce consensus : Montréal est la deuxième ville « française » au monde par sa population d'origine et de langue ; Montréal est la métropole du Canada.

Jean Drapeau, maire de Montréal, réussit à convaincre le gouvernement du Québec et du Canada de financer largement de grands projets publics du côté des infrastructures de transports tout comme des nouvelles institutions culturelles telles la Place des Arts ou le nouveau siège-social de Radio-Canada. À

travers ce personnage, c'est l'émergence d'une nouvelle élite francophone qui se dessine avec comme mot d'ordre le « rattrapage » ou la modernisation du Québec.

Pour l'establishment économique canadien, ce statut de métropole requiert une coordination avec le secteur public en appui à ses initiatives. L'exemple de la Place Ville-Marie, gratte-ciel cruciforme résolument moderne, donne une idée de l'existence de ces intérêts conjugués. On y retrouve un site appartenant au Canadien National; un promoteur de New York (Zecknedorf); un architecte sino-américain (I. E. Pei) ; un chargé de projet de 29 ans (Henry Cobb) qui reconnaît les emprunts faits à Mies Van der Rohe et Le Corbusier dans le traitement de l'immeuble ; et finalement la Banque Royale du Canada qui se laisse tenter par la perspective spéculative d'un nouveau gratte-ciel, avec une galerie commerciale aux rez-de-chaussée et sous-sol, le tout relié au train et au métro.

On reconnaît dans ces initiatives composées d'infrastructures publiques et de projets immobiliers privés un modèle qui va par la suite s'implanter à des échelles variables dans diverses villes du Canada. L'exemple de Montréal est le prototype d'une nouvelle économie urbaine soutenue par les administrations publiques telles qu'expliqué et dénoncé, 20 ans plus tard, par James Lorimer dans son livre sur les promoteurs immobiliers. Toutefois, l'exposition suggère que l'expérience de Montréal, tout en étant inspirée par les courants internationaux, demeurera singulière. L'Amérique du Nord ne sera pas tentée par une planification publique d'aussi grande envergure. Le reste du monde ne pourra compter sur un consensus entre les secteurs privés et public aussi soudain et général.

Le temps que dure l'été 1967, Montréal reçoit le monde entier et se ravit du regard des autres sur ses nouveaux atours de jeune fille moderne et délurée. Puis cette grande frénésie s'arrête brusquement au lendemain de l'exposition universelle. C'est que dès 1964, le secteur privé avait commencé à retenir ses billes. Les gouvernements, en particulier le niveau fédéral, qui terminent l'Expo 67, ont permis de maintenir le niveau d'activités deux années de plus. Ce lendemain de veille reste encore à comprendre.

André Lortie, originaire de Montréal, mais établi en France, est le conservateur invité responsable de ce regard méthodique porté sur la ville durant les années 60. Un catalogue complète les documents de l'exposition, mais la discussion entre André Lortie, Michael Sorkin et Jean-Louis Cohen apporte peu d'éclairage sur le silence et l'impression d'échec de l'aventure moderne de Montréal. Plutôt que d'invoquer comme facteur explicatif l'ambivalence culturelle des Québécois comme le fait le catalogue, il nous apparaît que l'Expo 67 marque la fin du consensus entre les divers partenaires. L'establishment canadien se tourne alors vers Toronto, les Québécois envisagent de nouvelles perspectives constitutionnelles et, dans un tel contexte, le gouvernement fédéral doit revoir son appui technique et financier à une ville qui, désormais, ne pourra plus être la métropole canadienne.

Dans un sens, cette exposition illustre qu'il faudra presque 40 ans, et la distance critique de l'expérience outremer du conservateur invité, pour revoir les circonstances qui ont bouleversé Montréal, la laissant inachevée, mais aussi irrésolue quant à son avenir. Cette remarquable exposition est l'occasion de retrouver l'optimiste d'une génération qui croyait refaire le monde. Elle est pour les plus jeunes l'occasion de comprendre ce monde qui les entoure et d'apprendre à faire des choix pour le reconstruire.

François Dufaux
École d'Architecture
Université Laval